



PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

Direction de la réglementation, des
libertés publiques et de l'environnement
Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DE SAONE-et-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Société RESOCLEAN EUROPE
Rue L. J Thénard
71530 CHAMPFORGEUIL

N° 10 - 03038

VU le code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et ses articles L.511-1, L.514-1;

VU l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2003 autorisant la société RESOCLEAN EUROPE à exploiter sur la commune de Champforgeuil, rue L.J. Thénard une station de lavage de citernes et petits conteneurs;

VU la fiche de constatations et les propositions de suite de l'inspecteur des installations classées en date du 1er juillet 2010;

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 24 juin 2010 a mis en évidence que la société RESOCLEAN EUROPE ne respecte pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 26 septembre 2003;

CONSIDERANT que les rejets des effluents gazeux, émis lors des opérations de lavage de citernes et de petits conteneurs, sont de nature à présenter des dangers ou des inconvénients pour les intérêts à protéger décrits à l'article L.511-1 du code de l'environnement;

SUR proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

ARTICLE 1er :

La société RESOCLEAN EUROPE, dont le siège social est situé ZI de Seyssuel – 1654 – 38216 VIENNE Cedex est mise en demeure, pour le site qu'elle exploite rue L.J. Thénard sur la commune de Champforgeuil, de respecter les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2003:

sous 2 mois :

- de déclarer les modifications apportées aux installations avec tous les éléments permettant d'en apprécier les impacts.

sous 4 mois :

- article 20 : de faire procéder, par un laboratoire agréé, au contrôle des effluents atmosphériques rejetés lors des opérations de lavage de citernes et petits conteneurs au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées;
- article 22 : de faire réaliser une mesure d'émission sonore de son établissement par un organisme qualifié et dans les conditions représentatives du fonctionnement normal des installations et aux emplacements Z1, Z2, Z3 et Z4 figurant sur le plan annexé à l'arrêté.

ARTICLE 2:

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures à l'article L. 514-1 du code de l'environnement.

ARTICLE 3: DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4: EXECUTION ET COPIES

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le sous-préfet de Chalon sur Saône, M. le maire de Champforgeuil, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Mâcon, le 07 JUL. 2010

Le préfet

Magali SELLES

Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire